

Après Oslo: quelles perspectives pour l'OIT et le FMI?

A la suite de la conférence historique de l'OIT et du FMI qui s'est tenue à Oslo sur «Les défis de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale», quelles sont les prochaines étapes de la campagne que mènent les deux organisations pour lutter contre la crise mondiale de l'emploi? BIT en ligne a interrogé Stephen Pursey, directeur de l'intégration des politiques et conseiller principal du Directeur général, sur les résultats de la conférence et les perspectives d'avenir.

09/20/2010

FTR/oslo

C'était la première conférence conjointe de l'OIT et du FMI. Quelle était la principale raison d'être de cette réunion?

Elle avait une raison d'être parce qu'elle se déroulait dans un contexte où la reprise économique ne crée pas les emplois qui font si cruellement défaut dans de nombreux pays. Avec un taux de chômage dans le monde – en particulier chez les jeunes – qui reste à un niveau record, les gouvernements, les travailleurs et les employeurs du monde entier se demandent ce qu'ils peuvent faire pour réduire le coût humain de cette crise de l'emploi et créer des emplois décents. La conférence a entendu les comptes rendus inédits de dirigeants de trois pays – la Grèce, l'Espagne et le Libéria – qui ont été durement frappés par la crise et qui mettent en œuvre des mesures courageuses et innovantes pour s'attaquer à ses répercussions. En effet, pour la première fois en 66 ans, l'OIT et le FMI ont abandonné le prisme propre à leur organisation pour adopter une vision convergente sur la manière dont le premier organisme financier international au monde peut collaborer avec la principale organisation du travail à l'échelle mondiale pour faire face aux effets de cette crise particulièrement complexe.

Quels sont les principaux messages à retenir de la conférence?

Le principal message, c'est que la création d'emplois doit être au cœur de la reprise économique. Ainsi, tous se sont accordés sur le fait que le plein emploi devait devenir un objectif macroéconomique primordial, au même titre que la maîtrise de l'inflation et l'assainissement de la situation budgétaire.

Une autre conclusion très importante – et qui est liée à la précédente – est qu'il faut cesser de traiter les politiques sociales et d'emploi à l'écart des questions macroéconomiques. L'économie mondiale est bien plus complexe que cela. Nous avons besoin d'une coordination plus approfondie de nos politiques, ainsi que d'une meilleure coordination entre institutions et avec les nations. Cette conférence marque une étape importante dans cette voie.

Quelles mesures politiques peuvent découler de cette conférence?

A l'issue de cette conférence, l'OIT et le FMI se sont mis d'accord pour travailler ensemble dans deux domaines. Premièrement, ils ont décidé d'explorer plus avant le concept de socle de protection sociale pour les populations les plus vulnérables. C'est un concept sur lequel les Nations Unies dans leur ensemble et l'OIT en particulier ont déjà travaillé. Il s'agit maintenant d'intégrer l'expertise financière du FMI dans l'équation. Deuxièmement, nous allons davantage nous concentrer et collaborer sur des politiques qui favorisent une croissance créatrice d'emplois.

Le rôle central que doit jouer le dialogue social en période de crise a également fait l'objet d'un accord général, aussi bien pour dégager un consensus sur les problèmes les plus difficiles que pour veiller à ce que les implications sociales de la crise et de ses suites soient pleinement prises en compte. Finalement, les deux institutions vont poursuivre et approfondir leur coopération afin d'appuyer le G20 et son Processus d'évaluation mutuelle qui vise à maintenir une croissance mondiale vigoureuse, durable et équilibrée.

Quelles sont les prochaines étapes de la coopération entre l'OIT et le FMI?

Ce processus a débuté avec la visite du Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, au Conseil d'administration du BIT en mars 2009 et va se poursuivre dans les semaines et les mois à venir puisque nous participons ensemble au Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement à New York ce mois-ci, puis à la réunion du G20 à Séoul en novembre. Le Directeur du FMI a également donné son accord pour s'adresser à la Conférence internationale du Travail l'an prochain. Mais la conférence d'Oslo nous a surtout démontré la nécessité de commencer à travailler en plus étroite collaboration sur des questions qui sont bien trop complexes pour n'être abordées que sous un seul angle.